

ALGER

Extract of Alger républicain

Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Le-gouvernement-veut-engager-le.html>

Le gouvernement veut engager le pays sur le chemin funeste d'un nouvel endettement : les travailleurs en payeront le prix

- Actualité politique nationale - Pillage de l'économie algérienne -
Publication date: mardi 19 avril 2016

Description:

« L'Algérie n'est pas à vendre ! »

scandait un groupe de citoyens à Annaba, il y a quelques semaines.

Regroupés autour d'un médecin, ces citoyens ont manifesté leur opposition ferme et irrévocable à la décision de privatisation des entreprises, leur rejet de la loi de finances 2016 et de ses décisions.

Leur opposition est unanime.

.

KH. Sebdu

19.04.16

« **L'Algérie n'est pas à vendre !** »

scandait un groupe de citoyens à Annaba, il y a quelques semaines.

Regroupés autour d'un médecin, ces citoyens ont manifesté leur opposition ferme et irrévocable à la décision de privatisation des entreprises, leur rejet de la loi de finances 2016 et de ses décisions.

Leur opposition est unanime.

Des manifestations se sont également produites un peu partout. Sellal avait alors tenté d'apaiser la crainte justifiée des travailleurs. Lors d'une visite dans une entreprise privée dans l'est du pays, il fut violemment interpellé par les ouvriers qui ont demandé des comptes sur de telles décisions.

Il avait alors signalé, sans rien promettre de bien officiel et de bien sérieux, que les entreprises stratégiques n'étaient pas concernées par les privatisations, pourtant consacrées par la loi. **Pourtant le texte ne fait pas de quartier et concerne toutes les entreprises.**

La cession du capital des entreprises publiques sans distinction a été votée et le pouvoir semble déterminé à appliquer sa loi. Aucune marche arrière n'est perceptible à ce jour et aucune n'est à prévoir.

La chute du prix du pétrole crée aujourd'hui la panique et la situation paraît désastreuse alors que l'état disposait de plus de 190 milliards dollars de réserves en devises.

Quelles sont les raisons du déficit budgétaire ? Et de quel ordre est-il ? Comme à l'accoutumée, le peuple est ignoré et aucune explication n'est donnée.

Les agents du FMI et de la Banque mondiale ont effectué une visite à Alger. Il semble qu'ils soufflent aux dirigeants le moyen de s'en sortir et leur proposent l'aile protectrice des soeurs de Bretton Woods.

L'endettement extérieur acte II est donc en marche.

Le ministre de l'Energie avait déjà annoncé la couleur et pour sortir de l'ornière, on lui a soufflé la « *solution* » de l'endettement extérieur.

La Sonatrach aurait-elle besoin d'une bouffée d'oxygène. Et là aussi l'endettement extérieur serait la solution. Le directeur de Sonelgaz est du même avis et semble avoir ainsi trouvé les solutions aux difficultés financières que le régime a lui-même créées.

Les difficultés financières de ces entreprises en particulier posent un sérieux problème. On devine donc les appétits des classes possédantes. Aucun doute n'est permis. Les secteurs dans lesquels ces deux entreprises opèrent sont juteux. Elles jouissent d'un marché particulièrement favorable. Les activités qu'elles exercent n'entraînent

logiquement aucun risque.

Pour bousculer le marché financier interne bloqué, les tergiversations entre les dirigeants politiques et les organisations patronales avaient porté sur d'éventuels emprunts obligataires à hauteur de 5%.

Il a en effet été proposé par les instances dirigeantes, de promouvoir ces emprunts obligataires afin d'une part, de « créer » un marché financier national et de « légaliser » les sommes colossales enfouies dans les chambres blindées des demeures luxueuses de la bourgeoisie. Des sommes qui enflent démesurément et sans discontinuer grâce à l'économie sous-terrainne et aux complicités du régime auquel les détenteurs de ces fortunes sont intimement liés, d'autre part.

Mais la solution des emprunts obligataires ne semble pas avoir obtenu la grâce de la bourgeoisie qui a choisi ce qui lui paraît être plus sûr et plus rentable : le placement du produit de leur rapine en occident dans l'immobilier, en France et en Espagne notamment.

La réédition de l'endettement extérieur auprès de la Banque mondiale et du FMI rencontre une forte désapprobation du peuple qui a gardé dans sa mémoire les souvenirs douloureux de l'acte 1 de l'endettement des années 1990. Les « remèdes » des réformateurs, valets des multinationales et de la bourgeoisie, avaient déboulonné tous les acquis sociaux et démolit l'économie nationale, charriant la compression de personnel, le chômage, les privatisations massives des entreprises, les restrictions budgétaires en matière d'éducation, la remise en cause de la médecine gratuite, la facturation élevée de l'eau et jusqu'à la privatisation du ramassage des déchets ménagers, jusque dans les communes les plus reculées.

La loi de finances 2016, est dans la continuité de cette politique.

La ficelle est trop grosse et il est inutile de dire les choses de façon voilée : elle prévoit la cession du capital de Sonatrach et de Sonelgaz. Les contestations n'ont pas fait reculer le gouvernement. Le mouvement populaire n'a pas encore montré la force de sa désapprobation.

Sellal, pour éviter un affrontement, avait dû déclarer pour la circonstance que les entreprises des secteurs stratégiques ne sont pas concernées par la décision de privatisation.

La réponse n'avait certainement pas rassuré dans l'immédiat mais le chef du gouvernement avait tenté de couper court les craintes. Elles ne se sont pas estompées et la présence des agents des institutions internationales dans notre pays ainsi que les déclarations du ministre de l'Energie ne laissent plus place au doute.

La cession du capital de Sonatrach et de Sonelgaz à des particuliers nationaux ou étrangers est bien au programme. Les actes de cession sont certainement déjà en confection. L'augmentation des prix du carburant, de l'électricité et du gaz, n'en sont qu'un avant-goût.

La politique des privatisations est la résultante des choix de classe initiés sous Chadli sous le vocable des « réformes » en vogue, pensé par les partisans honteux du capitalisme dont le programme avait été exposé en 1989-1990 dans la série « *les cahiers des réformes* ».

Pour déconstruire une économie nationale visant à libérer le pays de toute domination impérialiste, les détracteurs de la politique d'industrialisation et de l'indépendance économique, s'étaient attelés à procéder dès le début des années 1980 à une restructuration en une multitude de secteurs soi-disant spécialisés et, disaient-ils, plus performants.

Le complexe sidérurgique d'EL HADJAR, fleuron de l'industrie algérienne et de l'économie nationale, fut morcelé puis carrément bradé, lorsque la mobilisation populaire avait faibli, aux compagnies étrangères à

qui on avait remis les clés comme on remettrait les clés d'un royaume déchu aux conquérants.

La restructuration des entreprises publiques souvenons-nous, avait été menée tambour battant malgré l'opposition des travailleurs des entreprises concernées. Pensée par Abdelhamid Brahimi, plus connu sous le sobriquet de « *Hamid la science* », cette opération avait conduit à l'émiettement des grandes entreprises du secteur public, sans lien entre les unes et les autres. Par définition, la performance demeurait absente.

La restructuration avait permis la cession de certains secteurs de façon quasi-secrète, notamment le transport des hydrocarbures (pipes line et méthaniers)

Elle fut décidée, alors même que le système capitaliste dont se réclame notre penseur, promeut la concentration des entreprises et des capitaux en grands monopoles.

En récompense de sa soumission, ce « *penseur* » obtint un poste d'enseignant dans une université britannique où il se reconvertit en prêcheur de l' « *économie islamique* ».

La loi de finances 2016 et la politique qui s'ensuit, celle de l'endettement extérieur, constitue l'aboutissement de la destruction progressive de l'économie et la soumission au capital international. Elle en fait payer le prix fort au peuple. La soumission au capital international va loin : le peuple est condamné à subir les conséquences de l'endettement. Le déficit financier des grandes entreprises qui constituent encore la colonne vertébrale de la production industrielle du pays, le poumon de l'Algérie, ce déficit alibi utilisé pour pousser leur endettement extérieur, ne se justifie absolument pas. Il est créé de toutes pièces pour faire accepter son bradage.

L'Etat plie devant les exigences conjuguées du capital international et de la bourgeoisie locale.

C'est une faillite programmée. Le régime cherche à obliger les travailleurs à se plier au diktat arrogant des exploiters internes et externes coalisés.

KH. Sebdou

19.04.16